L'EMPLOI

LA COMMUNICATION DES ÉTUDES D'IMPACT

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, c'est à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration que je m'adresse. Aujourd'hui, mes collègues et moimême avons participé à la manifestation de quelque 150 travailleurs qui ont été mis à pied ou le seront incessamment par suite de la fermeture d'usines annoncée depuis les élections ou depuis la mise en application de l'Accord de libre-échange.

En outre, ces travailleurs et leurs syndicats s'inquiètent des coupes que le gouvernement entend effectuer dans le régime d'assurance-chômage. Ils sont nombreux à soup-conner que les études d'impact du gouvernement révèlent déjà que les femmes et les immigrants seront tout particulièrement touchés.

La ministre pourrait-elle dire à la Chambre pourquoi elle refuse tout net de communiquer aux députés ces études d'impact qu'elle leur a promises au début d'avril? Que cherche-t-elle à cacher et pendant combien de temps?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'ai effectivement promis de communiquer ces études. Nous le ferons, vraisemblablement au cours de l'étape de l'étude du projet de loi, une fois que celui-ci aura été déposé; nous aurons l'occasion d'en discuter au comité et à l'étape de la deuxième lecture. Le député sera sûrement heureux de ce qu'il y trouvera, car nous envisageons de meilleurs programmes de formation à l'intention des travailleurs immigrants et des travailleurs âgés, ainsi que de meilleurs programmes de formation à l'intention des travailleurs mis à pied; ce sont exactement les mesures dont ont besoin les personnes dont il parle.

LE CENTRE D'APPRENTISSAGE DU GRAND TORONTO

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, je me réjouis que la ministre ait parlé de programmes de recyclage, car ma question supplémentaire porte sur le Centre d'apprentissage du Grand Toronto qui depuis deux ans, grâce en partie à l'aide financière du gouvernement fédéral, est parvenu dans 86 p. 100 des cas à aider des travailleurs mis à pied à améliorer leur connaissance de la langue et des mathématiques de façon à pouvoir suivre les programmes modernes de recyclage. Un grand nombre de travailleurs qui s'intéressent à cette formation sont là aujourd'ui.

Lorsque l'ensemble des travailleurs s'efforcent de résoudre les problèmes que posent les mises à pied, pourquoi la ministre paralyse-t-elle leurs efforts en les privant de ressources financières?

Questions orales

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je tiens à apporter deux précisions. Tout d'abord, mon ministère et mes collaborateurs sont toujours disposés à examiner de nouvelles façons de financer des projets qui ne sont plus admissibles à une forme d'aide particulière.

Je tiens également à préciser que le projet en question était financé dans le cadre du Programme d'aide à l'innovation, programme qui n'assure le financement des projets qu'à titre temporaire. Les gens qui ont élaboré un projet et qui sollicitent une aide financière dans le cadre du Programme d'aide à l'innovation sont prévenus dès le début qu'à l'expiration du délai, le projet devra de nouveau être réévalué en vue de trouver un autre mode de financement. Dans le cas qui nous occupe, nous n'avons reçu aucune demande officielle sous la forme d'une proposition en vue d'un autre mode de financement.

Cela dit, j'ajouterai que mes fonctionnaires et le personnel de mon cabinet doivent rencontrer cet après-midi les représentants du Conseil des travailleurs du Grand Toronto. Nous reconnaissons qu'ils ont accompli de l'excellente besogne. Cependant, d'autres organismes accomplissent également de l'excellente besogne. Dès le début, les gens qui ont participé à ce projet savaient qu'une fois le délai écoulé, ils risquaient d'être privés de ressources financières.

• (1500)

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU CHEF DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU MANITOBA

M. le Président: Je voudrais signaler au député la présence à la tribune de M. Gary Doer, chef du Nouveau Parti démocratique du Manitoba.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Je vais permettre au député de Cape Breton—The Sydneys de poser une seule question et je vais ensuite donner la parole au député de Churchill pour une seule question également.

LE BUDGET

LE PROGRAMME CANADIEN D'ENCOURAGEMENT À L'EXPLORATION ET À LA MISE EN VALEUR

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. La Small Explorers and Producers Association of Canada a écrit au ministre pour lui reprocher, notamment, de s'en être durement pris aux membres de son association dans son budget. Cette lettre est datée du 9 mai.